



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

PARCE QUE NOUS N'AVONS PAS À PAYER LEUR CRISE IL Y A URGENCE À FAIRE CONVERGER TOUTES LES RIPOSTES

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 22 AVRIL 2021

Alors que la France a franchi la barre des 100.000 morts du Covid, que les hôpitaux et les services de réanimation restent saturés et que la campagne vaccinale piétine faute de vaccins, la Macronie est déjà dans l'après-Covid afin de préparer le monde du travail à payer la facture.

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a annoncé la couleur : la dette publique, qui s'est considérablement accrue avec les « plans de soutien » du gouvernement, ne sera « certainement pas » remboursée par l'impôt. Au programme, donc, compression des dépenses publiques et « réformes structurelles », avec notamment le retour programmé du plan de destruction du système de retraites et aussi la volonté maintenue de faire passer en force la contre-réforme de l'assurance chômage.

POUR TOUT PROGRAMME:

L'HYPER-AUSTÉRITÉ

Le 9 avril, le journal *les Échos* a révélé le contenu du « programme de stabilité » élaboré par le ministère de l'Économie.

Alors que le déficit budgétaire s'est élevé à 9,2 % du PIB en 2020 et devrait être du même ordre en 2021, le gouvernement prévoit un retour à l'interdiction de dépasser la barre des 3 % dès 2027. Résultat : la perspective d'une hyper-austérité pour les classes populaires puisque le gouvernement refuse d'envisager toute augmentation d'impôt des riches et des entreprises.

Pourtant l'argent existe, comme le montre l'augmentation du nombre de milliardaires en France, passé de 39 à 42 entre 2020 et 2021. Et malgré la crise, leur fortune a presque doublé cette année pour atteindre plus de 500 milliards d'euros !

Dans le même temps, le gouvernement multiplie les aides au très gros patronat, qui se gave à coups de « plans de relance » dont il se sert pour « restructurer ». Les groupes qui licencient sont d'ailleurs ceux qui ont été les plus aidés : Sanofi, Air France, Renault, PSA et tant d'autres.

COMBATTRE LE MASSACRE DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Alors que plus de 360.000 emplois salariés ont été détruits en 2020 et que le nombre de chômeurs est reparti durablement à la hausse, le pouvoir n'en démord pas : à partir du 1^{er} juillet, il entend imposer sa réforme de l'assurance chômage qui va avoir pour conséquence une baisse des allocations et une réduction du nombre de leurs bénéficiaires. Selon un rapport de l'Unédic, 1,15 million de personnes connaîtront ainsi une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne, et jusqu'à 40 % pour certains, en raison du nouveau mode de calcul du « salaire journalier de référence ».

REPRENDRE LE CHEMIN DES MOBILISATIONS

Face à un tel projet, il n'y a pas d'autre solution que de reprendre le chemin des mobilisations.

Déjà, contre les licenciements, des entreprises menacées se mobilisent. Derrière ceux de Renault ou de PSA, on voit des salariés des fonderies et d'autres sous-traitants de l'automobile. Alors que ceux du voyageur TUI France tentent de se coordonner avec d'autres et se

montrent aux côtés des centres techniques de Renault, les livreurs s'organisent contre leurs plateformes (Uber, Deliveroo, Frichti,...).

Et ce vendredi 23 avril, le mouvement des travailleurs de la culture – qui occupe depuis début mars des dizaines de lieux dans une vingtaine de villes – appelle tous les secteurs à se mobiliser et à manifester « *Pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la précarité, pour notre système de santé...* ». Appel rejoint par les confédérations CGT et SUD, des organisations enseignantes, étudiantes et lycéennes, comme à Rouen.

Une occasion à saisir pour aller vers un déconfinement du « *Tous ensemble* », seul moyen de faire reculer le patronat et ce gouvernement à sa botte.

RÉPARTITION DES RICHESSES



POUR L'EMPLOI VERS UN « TOUS ENSEMBLE » IL Y A URGENCE

Face à l'avalanche des fermetures de sites, suppressions d'emplois, externalisations,... , dans l'automobile et ailleurs, les bagarres, souvent courageuses, ne manquent pas. Citons par exemple celles de la SAM de Decazeville, celles de nos camarades de l'ingénierie Renault (Guyancourt, Lardy...), celles des fonderies, mais aussi celles des salarié.e.s de Total à Grandpuits ou des TUI (Agence de voyage).

Mais elles restent pour l'instant dispersées, avec le risque de défaites entreprise par entreprise, site par site. Pour espérer gagner vraiment, faire plier patrons et gouvernement, une seule perspective crédible : la construction d'un « Tous Ensemble » pour l'emploi sur un objectif clair : zéro licenciement, zéro suppression d'emploi. Et si les actionnaires ne veulent pas mettre la main à la poche, leur fortune et leurs entreprises devraient être réquisitionnées.

FONDERIES ET SOUS-TRAITANTS : ARRÊTER LE CARNAGE

Les problèmes des fonderies et sous-traitants menacés de fermeture ont presque toujours pour origine la stratégie des deux principaux donneurs d'ordre, Renault et Peugeot. Dans une logique de réduction des coûts, on commence par filialiser des activités. Ou à les externaliser en les revendant. Par la suite, dans une même logique de réduction des coûts, les donneurs d'ordre mettent en concurrence leurs fournisseurs entre eux ou se désengagent carrément. Les fournisseurs qui ne peuvent pas suivre sont condamnés, ou repris avec purge d'emplois et sacrifices imposés aux salarié.e.s rescapé.e.s.

Les exemples abondent. Parmi les derniers en date : Bosch, SAM, MBF, Fonderies du Poitou ... avec à chaque fois un désastre social pour toute une région. Dans la logique capitaliste du profit, vies brisées et populations dévastées ne comptent pour rien.

C'est cette logique qu'il faudra bien un jour remettre en cause radicalement. En commençant par imposer le droit de mettre notre nez dans les comptes et un droit de veto sur toutes les décisions qui nous concernent.

ÇA ROULE POUR LUI

L'AG des actionnaires de Renault se tiendra ce vendredi 23 avril à huis clos. Au programme, le vote à distance du salaire pour 2021 de Luca De Meo, actuel directeur général de Renault. Dans les tuyaux, 1,3 million d'euros de part fixe, 1,95 million de part variable et 75 000 actions gratuites, soit – au cours actuel de l'action – 6 millions d'euros au total. Et dire qu'on croyait que Renault n'avait plus d'argent, au point de mendier des aides de l'état financées par nos impôts. Ben voyons !

MANOIR INDUSTRIES A PITRES : 438 EMPLOIS DIRECTS EN DANGER

Avec la mise en redressement, début mars, de Manoir Industries à Pitres, une nouvelle catastrophe sociale menace la région. Même avec un repreneur, on sait que ce sera une saignée pour l'emploi, et des sacrifices pour les rescapés. Mais comment en être arrivé là ?

Le groupe est un poids lourd dans son domaine : les aciers spéciaux pour le nucléaire, la pétrochimie... et le carnet de commandes est encore bien fourni. On ne peut s'empêcher de penser qu'une partie de la réponse vient du fait que l'entreprise ait changé cinq fois de propriétaire en 25 ans, parmi lesquels plusieurs fonds d'investissement, dont HSBC, Sun Capital, ou CAM SPC. Leur méthode : acheter des entreprises en empruntant, non pas pour investir et les développer, mais pour dégager du cash à court terme ; pomper la trésorerie et se désengager dès que ce n'est plus assez juteux.

Ici, comme ailleurs, pour sauver leurs emplois – souvenons-nous de M-Real à Alizay – plutôt que de remettre leur sort entre les mains des élu.e.s, les salarié.e.s doivent compter avant tout sur la force de leur propre mobilisation,

APRES 20 ANS D'OCCUPATION US UN AFGHANISTAN EN PLEIN CHAOS

Le président Biden vient de décider la fin de l'intervention militaire commencée juste après les attentats du 11 septembre 2001. Au motif de lutter contre le terrorisme, la coalition emmenée par les USA a chassé du pouvoir, en 2001, le régime obscurantiste et totalitaire des talibans. Mais vingt ans après, l'Afghanistan est un champ de ruines.

La guerre du Vietnam, en son temps, avait montré que même la plus grande puissance du monde ne peut gagner contre la volonté de résistance de tout un peuple. Après celle d'Irak, celle de l'Afghanistan signe l'échec cuisant d'une politique qui prétendait imposer la démocratie par la guerre.

En étau entre les « fous de Dieu » et une présence militaire étrangère vécue comme une occupation, la population aspire à la paix. Mais le départ des troupes des USA et de l'Otan ne laissera qu'un énorme chaos. Une leçon aussi pour Macron et les partisans de l'intervention militaire au Mali.

Vendredi 23 avril - 12h00
RDV Théâtre des Deux Rives - Rouen
Manifestation
Contre la Réforme de l'Assurance Chômage

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique